

REPUBLIQUE TOGOLAISE



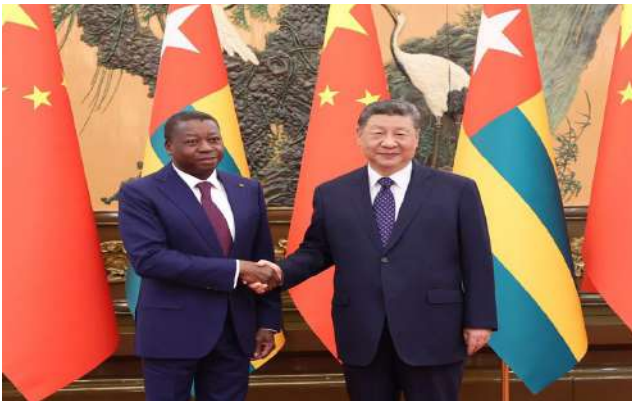
Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

14 octobre 2026

CHINE-TOGO :

FAURE GNASSINGBE ET XI JIMPING REAFFIRMENT LEUR VOLONTE DE RENFORCER LE PARTENARIAT BILATERAL



Le Président du Conseil avec Xi-Jinping (cravate violette)

Lomé, 14 oct. (ATOP) - Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a été reçu le mardi 13 octobre à Pékin par le Président Xi Jinping, dans le cadre de sa visite officielle en Chine.

Cette rencontre de haut niveau témoigne de la volonté commune des deux dirigeants de consolider les relations d'amitié et de coopération entre leurs pays et de leur ouvrir de nouvelles perspectives.

A cette occasion, le Président Xi Jinping a proposé d'élever les relations sino-togolaises au niveau d'une « Communauté d'avenir partagé Chine-Togo à l'ère nouvelle ». Cette initiative vise à approfondir les liens bilatéraux et à inscrire la coopération entre les deux pays dans une dynamique renouvelée.

Le Président chinois s'est félicité de la qualité du partenariat historique entre le Togo et la Chine, fondé sur la confiance mutuelle. Il a notamment relevé la convergence de vues qui caractérise le partenariat sino-togolais. « L'amitié et la coopération entre nos deux pays reposent sur une large convergence de vues et offrent de belles perspectives », a-t-il précisé.

Il a également salué les orientations de développement du Togo. « Sous votre leadership, le Togo est solidement engagé dans la réforme et le développement, conformément à ses réalités nationales », a-t-il déclaré.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE -----	2-4
NOUVELLES DES PREFECTURES -----	4-14
NOUVELLE DE L'ETRANGER -----	14-15
SPORTS -----	15-16

Le Président du Conseil a exprimé sa gratitude au Président Xi Jinping pour l'accueil chaleureux réservé à lui-même et à sa délégation. Il a marqué son adhésion à la proposition d'élever le partenariat entre le Togo et la Chine à un niveau supérieur. Le Président Faure Gnassingbé a également réaffirmé l'attachement du Togo au renforcement d'une coopération étroite, équilibrée et mutuellement bénéfique.

Le Président du Conseil a insisté sur la nécessité de traduire ce partenariat en résultats concrets au profit des populations. « Notre coopération doit désormais se mesurer à ce qu'elle apporte à nos populations, en opportunités, en compétences, en emplois et en savoir-faire », a-t-il affirmé.

Cette ambition ouvre des perspectives dans plusieurs domaines stratégiques. Elle traduit la volonté du Togo de faire de la coopération avec la Chine un levier de développement économique et social.

Les deux dirigeants ont ainsi exprimé leur volonté de consolider les acquis de leur coopération, d'en élargir les champs d'intervention et de promouvoir des initiatives concrètes au bénéfice des deux peuples.

Peu avant cet entretien, le Président du Conseil s'était entretenu avec Zhao Leji, Président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération interparlementaire et sur le rôle des institutions représentatives dans le rapprochement entre les deux pays.

Cette journée diplomatique a également été marquée par le dépôt d'une gerbe au Monument des Héros du Peuple, sur la place Tian'anmen. Par ce geste solennel, le Président du Conseil a rendu hommage aux héros de la nation chinoise.
presidenceduconseil.gouv.tg



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ECHOS DE LA CAPITALE

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LA MEDIATION :

L'ASSEMBLEE NATIONALE AUTORISE LA RATIFICATION DE LA CONVENTION

Lomé, 14 oct. (ATOP) - Les députés ont, définitivement, voté le projet de loi autorisant la ratification de la Convention portant création de l'Organisation internationale pour la médiation, le jeudi 14 octobre à Lomé.

Le vote à l'unanimité de cette loi par les députés (95 sur 96 présents) avec une abstention, a été dirigé par le président de l'Assemblée nationale, Prof. Komi Selom Klassou en présence du ministre délégué, chargé de la Coopération et des Togolais de l'extérieur, Yackoley Kokou Johnson. L'adoption de cette loi offre un cadre supplémentaire de règlement des différends et vient compléter les mécanismes déjà établis.

« Par notre vote, nous donnons une traduction concrète à l'engagement du Togo. Nous affirmons que la paix se prépare par les institutions que nous soutenons et les instruments que nous choisissons », a indiqué Prof. Klassou. Il a souhaité que cet instrument juridique puisse renforcer la contribution du pays aux efforts de la communauté internationale et rappeler qu'entre la rupture et l'affrontement demeure une voie, celle du dialogue.

Cette adoption, dit le président de l'Assemblée nationale, « nous donnons au Togo un nouvel instrument au service du règlement pacifique des différends, un rayonnement international de notre pays et à son engagement en faveur du dialogue, de la coopération et de la stabilité ». Cette ratification, a ajouté Prof Klassou, réaffirme l'attachement d'un Togo actif dans la recherche de la paix et le rapprochement des peuples impulsés par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé.

Le ministre Johnson a exprimé sa reconnaissance aux députés pour leur engagement qui permet aujourd'hui l'adoption définitive de la loi autorisant la ratification de cette Convention et aux sénateurs pour leur soutien à ce texte. Pour le ministre chargé de la Coopération et des Togolais de l'extérieur, cette loi réaffirme l'engagement du Togo en faveur d'une diplomatie préventive et d'un multilatéralisme fondé sur le dialogue et la recherche de solutions faciles. Le gouvernement prend la mesure de cette décision, a-t-il précisé, et verra à ce que la participation du Togo à l'Organisation internationale pour la médiation soit effectivement valorisée au service des intérêts nationaux diversifiés, qu'ils concernent les institutions publiques ou privées, les personnes morales ou physiques, dans une perspective constante de coexistence pacifique entre les Etats et les peuples. Le ministre a rassuré de la détermination du gouvernement à poursuivre en étroite collaboration avec les institutions de la République, les efforts engagés pour faire du Togo un acteur toujours plus actif, constructif et crédible de la médiation et du règlement pacifique de différends. ATOP/DHK/BA



L'UNCRIT RENFORCE LES CAPACITES DES CONDUCTEURS INDEPENDANTS SUR LA PREVENTION DES ACCIDENTS

Lomé, 14 oct. (ATOP) – L'Union nationale des conducteurs routiers indépendants du Togo (UNCRIT) organise, du 13 au 15 octobre à Lomé, une session de renforcement des capacités de ses membres sur les risques routiers professionnels, l'éco-conduite et la coproduction de la sécurité routière.

Cette formation est placée sous le thème « Les risques professionnels routiers, l'éco-conduite et la coproduction ». Elle bénéficie de l'appui financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) et est assurée par le cabinet Auto-École Adonaï.

L'initiative vise à aider les conducteurs à mieux identifier les risques liés à leur métier et à adopter des pratiques de conduite plus sûres afin de réduire les accidents. Elle entend également favoriser le partage des connaissances acquises avec leurs collègues dans les gares routières, les parcs et les quartiers.

Au Togo, les accidents de la circulation ont fait 314 morts et 4 695 blessés au cours du premier semestre 2026. Face à cette situation, la formation met l'accent sur trois axes : l'identification et la prévention des risques, l'adoption de bonnes pratiques de conduite et la responsabilité partagée des acteurs de la sécurité routière. Une conduite prudente



Les participants

permet aussi de réduire les dépenses liées au carburant, aux pannes et à l'usure des pneus.

Le secrétaire général de l'UNCRIT, Amèvi Houessou, a rappelé que les accidents peuvent avoir de lourdes conséquences sur la vie des conducteurs indépendants, dont les revenus dépendent directement de leur activité. Lorsqu'un accident les empêche de travailler, ils risquent de se retrouver sans ressources pour subvenir aux besoins de leur famille. « L'insécurité routière n'est pas une fatalité. Ce n'est ni la malchance ni le destin. Elle a des causes : la fatigue, la vitesse, les véhicules mal entretenus, les routes dégradées et les secours qui arrivent trop tard. Notre ambition est simple : que chaque conducteur de ce pays rentre chez lui le soir. Roulez pour vivre et non pour survivre », a-t-il déclaré. M. Houessou a également appelé les autorités à renforcer l'entretien et la signalisation des routes, à accélérer les interventions des secours et à faciliter l'accès des conducteurs indépendants à l'assurance et à la protection sociale. Il a, par ailleurs, invité les transporteurs à respecter les temps de repos et à veiller au bon entretien de leurs véhicules.

La responsable de la communication et des relations publiques au FNAFPP, Mme Enyonam Kwaku, a expliqué que l'appui de son institution vise à permettre aux conducteurs d'actualiser leurs connaissances et de mieux maîtriser les règles de sécurité. L'objectif est de protéger leur vie, celle des personnes transportées et les véhicules utilisés, tout en améliorant leurs conditions de travail.

Une seconde session de formation est prévue du 19 au 21 octobre à Atakpamé.

ATOP/AO/SED



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

SOTOUBOUA :

LE HCRRUN POURSUIT L'INDEMNISATION DES VICTIMES DES VIOLENCES POLITIQUES DE 1958 A 2005

Sotouboua, 14 oct. (ATOP) – La ville de Sotouboua a accueilli, le lundi 12 octobre, la neuvième séance d'indemnisation des victimes des violences politiques survenues au Togo de 1958 à 2005.

Cette opération, organisée par le Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), a concerné environ 1700 victimes des préfectures de Sotouboua, Blitta et Tchamba.

A travers cette séance, le HCRRUN poursuit la mise en œuvre des recommandations de la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR), visant notamment à réparer les préjudices subis par les victimes des violences politiques et à contribuer à la consolidation de la paix sociale au Togo.



Le préfet Pali Tchabi remettant le chèque à un ayant droit

L'indemnisation a consisté en la remise de chèques aux victimes, une étape importante dans le processus de réparation, d'apaisement des cœurs et de reconnaissance des souffrances endurées par les victimes. Au-delà de cet appui, c'est également une volonté des autorités togolaises de favoriser la réconciliation nationale, de renforcer la confiance entre les citoyens et de promouvoir le vivre-ensemble.

Avant la remise de chèques aux ayants droit, les membres des comités de paix et le personnel de HCRRUN ont vérifié les identités en vue d'éviter des fraudes. Une fois indemnisées, les victimes sont confiées à des spécialistes pour la prise en charge psychologique et des conseils.

Le préfet de Sotouboua, Pali Tchabi Passabi a témoigné sa gratitude au HCRRUN et au gouvernement pour cette initiative de réconcilier les fils et filles du Togo sans distinction d'ethnie et de religion.

Il a convié tous les Togolais, partout où ils résident, à se pardonner et à se réconcilier afin d'accompagner cette dynamique nationale de justice transitionnelle et de consolidation de l'unité nationale.

Le premier rapporteur du HCRRUN, Dr Wiyao Evalo a indiqué que la violence n'a jamais fait du bien et ne contribue à rien. C'est pourquoi, il a appelé à tout Togolais qu'il soit Kotokoli, Nawda, Kabyè, Ewé, Bassar, Moba entre autres, à la tolérance et à accepter de s'asseoir sur une même chaise, quelle que soit sa petitesse, pour aller de l'avant.

ATOP/BTP/MEK/SED



Séance de vérification d'identité

KLOTO:

LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2027 CONSACRE A LA PRISE EN COMPTE DES BESOINS DES POPULATIONS

Kpalimé, 14 oct. (ATOP) - Le conseil municipal de Kloti 3 et les acteurs du développement communal ont examiné, le mardi 13 octobre à Kuma Konda, les besoins exprimés par les acteurs de développement de la commune, dans le cadre du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2027.

La rencontre vise à définir les priorités de développement à prendre en compte dans l'élaboration du budget primitif, en fonction des ressources disponibles.

Les échanges ont permis de faire le point sur la situation financière de la commune, le niveau d'exécution du budget en cours et les projets susceptibles d'être programmés pour l'année prochaine. Les besoins transmis par les villages ont été présentés aux participants afin de faciliter leur examen et leur hiérarchisation par le conseil municipal.

Les préoccupations exprimées concernent notamment l'accès à l'eau potable, l'électrification, l'aménagement des routes et des pistes rurales, la construction de latrines publiques ainsi que l'amélioration des infrastructures scolaires et sanitaires. D'autres demandes portent sur l'assainissement, l'éclairage public, les équipements communautaires et la création d'espaces de loisirs.



Participants et officiels

Selon le comptable de la mairie, Dodzi Bossoh, l'objectif est d'analyser les différentes propositions et de retenir celles que la commune pourra inscrire dans son budget au regard de ses capacités financières.

Le maire de Kloto 3, Yawo Asagbé a indiqué que le débat d'orientation budgétaire permet de mieux cerner les réalités des différentes localités et de préparer les choix budgétaires sur la base des besoins constatés sur le terrain. Il a souligné que la commune entend traiter les préoccupations progressivement, selon leur degré de priorité et d'urgence, compte tenu des ressources disponibles.

La rencontre a également favorisé les échanges entre les autorités communales et les représentants des communautés. Le président du Comité villageois de développement d'Agomé Kpodzi, Komi N'tsuley, s'est réjoui de cette initiative qui lui a permis de mieux comprendre les réalisations, les besoins en instance et la contribution attendue des populations à la mobilisation des ressources locales. Il a insisté sur l'importance de la communication et du dialogue avec les communautés pour leur permettre de comprendre l'utilisation des ressources collectées et de participer davantage au développement de leur localité.

Le débat d'orientation budgétaire est une étape institutionnelle préalable obligatoire qui permet de présenter et de discuter des grandes orientations des finances et du budget avant son vote. Il permet à l'exécutif communal d'exposer la situation économique, les prévisions de recettes et offre aux participants un espace d'échange sur les priorités d'investissement et de fonctionnement. ATOP/ER/AYH/BA



Le maire (debout) lors de la présentation

CENTRALE :

25 FRIGORISTES FORMES AUX TECHNOLOGIES DE FROID MOINS POLLUANTES

Sokodé, 14 oct. (ATOP) - Vingt-cinq artisans frigoristes, membres de la section région Centrale de l'Association des frigoristes du Togo (AFRITO-Centrale) suivent, du 12 au 16 octobre à Sokodé, une formation sur les technologies de froid à faible Potentiel de réchauffement global (PRG).

L'atelier est organisé par le Bureau national ozone (BNO) du ministère en charge de l'Environnement, en collaboration avec le Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI). Il bénéficie de l'appui financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP). L'objectif est d'aider les artisans à adopter des solutions moins polluantes, à prévenir les fuites de fluides frigorigènes et à améliorer l'efficacité énergétique des équipements.

Les participants seront formés à l'utilisation des différents fluides frigorigènes, notamment les HCFC, les HFC et leurs alternatives à faible PRG. Ils apprendront également les règles de sécurité liées aux fluides inflammables et toxiques, les techniques de détection des fuites ainsi que les méthodes d'installation, d'entretien et de maintenance des équipements. Les travaux portent aussi sur la récupération, le recyclage et le



Les participants

stockage des fluides frigorigènes. Des exercices pratiques permettent aux artisans de mieux maîtriser ces techniques et de les appliquer dans leurs ateliers et sur leurs chantiers.



M. Lochina ouvrant les travaux

PRG tout en maîtrisant les risques liés à certaines solutions de remplacement, notamment les hydrocarbures.

La conseillère en formation du CFMI, Mme Bernice Yesso Olou-Adara, a indiqué que l'initiative vise à accompagner les professionnels dans l'adoption de nouvelles technologies, tout en garantissant la sécurité des interventions et la performance énergétique des installations.

Le chef d'antenne du FNAFPP à Kara, Lochina Moussa Mahamadou, s'est félicité de cette formation qui aide les artisans frigoristes à s'adapter à l'évolution des technologies et des pratiques professionnelles. Il les a invités à participer activement aux travaux afin de tirer pleinement profit des enseignements.

Le président de l'AFRITO-Centrale, Alassani Inoussa, a encouragé ses membres à mettre en pratique les connaissances acquises et à les partager avec leurs collègues.

ATOP/TAA/MEK/AO

ASSEMBLEE GENERALE DU CAPSYS:

DR ATTA BORGATIA PREND LES RENES POUR TROIS ANS

Sokodé, 14 oct. (ATOP) – Les membres de la Cellule d'aide psychologique et sociale (CAPSYS) ont renouvelé leur conseil d'administration lors de leur première assemblée générale ordinaire, le samedi 10 octobre à Sokodé. À cette occasion, Dr Atta Borgatia a succédé à Dr Sédo Yaovi à la présidence de l'organisation pour un mandat de trois ans.

Tenue en format hybride, l'assemblée générale a également permis de présenter le rapport moral et le bilan des activités menées depuis la création de l'association en 2013. Les participants ont, par ailleurs, adopté des modifications des textes statutaires, notamment celles relatives au fonctionnement du conseil d'administration et de la direction exécutive.

Le président sortant, Dr Sédo Yaovi, s'est félicité de la dizaine d'activités réalisées sous son mandat dans les domaines de la santé et du bien-être. Ces actions comprennent des consultations médicales et psychologiques, des activités de remise en forme et des initiatives de prévention des maladies non transmissibles à Sokodé et à Lomé.



Officiels et membres de CAPSYS

Le nouveau président, Dr Atta Borgatia, entend donner un nouvel élan au CAPSYS. Il s'est engagé à corriger les insuffisances relevées au cours du mandat précédent, à renforcer les capacités des membres et à consolider les partenariats. Il a également exprimé sa volonté d'étendre les interventions de l'organisation aux populations de Tchaoudjo, de la région Centrale et d'autres localités du pays. Pour l'accompagner dans sa mission, il sera assisté de M. Toviawou Grégoire, secrétaire général, et de Mme Labidi Aïcha, trésorière.



Dr Tohouléba (à droite) ouvrant les travaux

orientations nationales en matière de renforcement du capital humain et de protection sociale.

Le CAPSYS est une organisation à but non lucratif basée à Sokodé. Ses interventions couvrent quatre domaines : la santé médico-nutritionnelle et les activités physiques ; la santé mentale, le soutien psychosocial et la protection ; l'entraide, la solidarité et l'accompagnement entre pairs ; ainsi que la communication et la diffusion des connaissances en santé holistique.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du directeur exécutif de l'ONG Creuset Togo et des représentants du directeur régional de la Santé de la Centrale et du directeur régional de la Planification.

ATOP/AM/MEK/AR

YOTO/OCTOBRE ROSE :

DES FEMMES DU CANTON DE TOKPLI MOBILISEES CONTRE LE CANCER DU SEIN

Tabligbo, 14 oct. (ATOP) – Des femmes du canton de Tokpli, dans la commune Yoto 3, ont été sensibilisées, le mardi 13 octobre à Monénou, sur la prévention du cancer du sein, le développement personnel et leur autonomisation.

Cette sensibilisation est une initiative de la Fondation du groupe Heidelberg Materials Togo, avec le soutien de l'ONG « Femmes du royaume ». L'activité s'est déroulée autour du thème « Non au cancer du sein et oui à l'épanouissement et à l'autonomisation ». Elle s'inscrit dans le cadre de la célébration d'« Octobre rose », mois dédié à la lutte contre le cancer du sein.

L'initiative vise à renforcer les connaissances des femmes sur la maladie et à les encourager à prendre en main leur santé, leur avenir et leur épanouissement. Il s'est également agi de les entretenir sur les comportements et les gestes contribuant à la



Les participantes

réduction des risques, notamment la limitation de la consommation d'alcool et de tabac, ainsi que la pratique régulière d'activités physiques.

Les discussions ont porté sur les facteurs de risque et les moyens de prévention du cancer du sein, le développement personnel, la mobilité économique, les compétences de vie, le bien-être et le mentorat.

La directrice exécutive de la Fondation Heidelberg Materials Togo, Kpetigo Emmanuela, a indiqué que la sensibilisation au cancer du sein ne se limite pas à la maladie elle-même, mais concerne également plusieurs aspects de la vie des femmes, notamment leur autonomisation et leur épanouissement. Selon elle, cette maladie peut avoir des répercussions sur leur bien-être, leurs finances et leur famille. Elle a précisé que l'objectif de cette initiative est d'amener les femmes à prendre leur santé en main, à être conscientes des conséquences de la maladie sur leur vie quotidienne et à adopter des comportements favorables à la prévention. Elle a également souligné la nécessité de renforcer leur autonomie et capacité à faire face aux difficultés susceptibles d'affecter leur épanouissement.



M. Kpetigo (debout) dans son intervention

Le médecin généraliste au Centre hospitalier préfectoral (CHP) de Yoto, Dr Messan Koman, et la sage-femme Agondé Fafanyo, point focal de la santé de la reproduction à Yoto, ont entretenu les participantes sur la maladie et les moyens de prévention. La sage-femme a présenté les facteurs de risque comportementaux, génétiques et hormonaux du cancer du sein. Elle a exhorté les femmes à privilégier l'allaitement maternel et à pratiquer régulièrement l'autopalpation des seins afin de repérer d'éventuelles anomalies. Elle a souligné que le diagnostic précoce augmente les chances de guérison.

La présidente fondatrice de l'ONG « Femmes du royaume », Dédé Sama, a rappelé le rôle essentiel de la femme dans la société. Elle a souligné que la femme constitue le socle de la famille et un pilier du développement. Mme Sama a invité les femmes à prendre conscience de leur valeur, à veiller sur leur santé et à se faire dépister précocement afin de mieux lutter contre le cancer du sein.

Un dépistage gratuit du cancer du sein au profit de toutes les participantes a mis fin à cette séance de sensibilisation.

ATOP/SAK/AJA

IDENTIFICATION BIOMETRIQUE :

LES POPULATIONS D'ASSOLI SENSIBILISEES

Bafilo, 14 oct. (ATOP) – L'Agence nationale d'identification (ANID) a organisé, les 12 et 13 octobre à Bafilo, des séances de sensibilisation et de consultation publique sur l'opération d'enregistrement biométrique de masse prévue à partir du 21 octobre dans la préfecture d'Assoli.

Cette initiative marque le début des préparatifs de l'opération dans la préfecture. Elle s'inscrit dans le cadre du projet WURI-Togo, soutenu par la Banque mondiale. Ce projet vise à faciliter l'accès des populations aux services publics et privés.

Les échanges ont porté sur la présentation du projet, le recueil des attentes et des recommandations des participants. Cette occasion a également permis de mettre en place les comités communaux de gestion des plaintes.

Ces structures auront pour mission de recevoir et de traiter les éventuelles réclamations liées au processus. Elles serviront d'intermédiaires entre les plaignants et les

responsables du projet afin de favoriser des solutions rapides, impartiales et confidentielles.

Les spécialistes du projet ont, par ailleurs, expliqué aux participants leurs rôles et responsabilités dans le cadre de l'enregistrement biométrique de masse. Ils ont également abordé les principes du mécanisme de gestion des plaintes, les avantages et les limites de la détention d'une preuve d'identité, ainsi que les différentes formes de violences basées sur le genre.

Le préfet d'Assoli, le lieutenant-colonel Viagbo Mensah, a exhorté les populations à réserver un bon accueil aux agents d'enregistrement. Il les a invitées à s'impliquer pour contribuer à la réussite de l'opération.

Les autorités communales ont réaffirmé leur engagement à poursuivre la sensibilisation afin de favoriser une forte participation des populations.

ATOP/GMM/MG



Les participants

AGOU:

LE DEPUTE YOSSAH YAWOTSE ECHANGE AVEC LES ACTEURS DE KPAVOU



Le député échangeant avec les acteurs

prioritaires et à renforcer les liens de confiance entre les populations et leur représentant à l'Assemblée nationale.

Les échanges ont porté sur les initiatives locales de développement et les principales difficultés rencontrées par les habitants. Les préoccupations soulevées concernent notamment l'accès à l'électricité de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET), le manque d'infrastructures routières, sanitaires et scolaires, ainsi que les difficultés d'accès aux terres cultivables et les problèmes liés à la transhumance. Les participants ont également été informés d'un projet de construction d'un forage dans le village, porté par l'Association Perles du monde (PMA). Cette infrastructure devrait permettre aux habitants de Kpavou et des villages environnants d'accéder plus facilement à l'eau potable.

Le député a remercié les populations pour leur adhésion aux politiques du parti Unir lors des dernières élections municipales et législatives. Il a salué leurs efforts en faveur du développement de leur localité et les a encouragées à poursuivre les initiatives communautaires. Il a particulièrement invité les jeunes à s'engager aux côtés des aînés dans les activités de développement, à se former et à éviter le banditisme. M. Yawotsè a

Agou-Gadzépé, 14 oct. (ATOP) – Le député Yossah Yawotsè a échangé avec les acteurs locaux du village de Kpavou, dans le canton d'Agotimé-Sud, commune d'Agou 2, sur les défis et les enjeux du développement local, le samedi 10 octobre dans la localité.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une tournée de proximité menée par le député dans sa base. Elle vise à maintenir un dialogue direct avec les communautés, à identifier leurs besoins

également exhorté les fils et filles de Kpavou à cultiver l'unité, la solidarité et la cohésion sociale, tout en les encourageant à se regrouper en coopératives pour faciliter leur accès aux aides. Il a assuré que les besoins exprimés seraient transmis aux autorités compétentes.

Venue de France pour la circonstance, la présidente de l'Association Perles du monde, Mme Gontier Betty, s'est dite touchée par l'accueil qui lui a été réservé. Elle a félicité les acteurs locaux pour leurs efforts en faveur du développement du village et a annoncé que son association travaillait à l'installation prochaine d'un forage dans la localité. Mme Gontier a invité les habitants à rester unis, soulignant que « seule l'union fait la force et permet de faire de grands exploits ».

Le régent du village de Kpavou, Akpabli Victor, et la reine mère de la communauté « Ando », Goumenou Abra, ont salué la démarche du député en faveur du développement local. Ils ont également exprimé leur reconnaissance à l'association PMA pour le choix porté sur leur village pour l'installation du forage.

Trois autres villages de la commune d'Agou 2, à savoir Gnassakopé, Nyidove et Nyamessi, sont également concernés par ce projet hydraulique.

ATOP/MET/BSM/AR

ZIO :

VINGT LEADERS RELIGIEUX FORMES SUR LES DROITS DES FEMMES ET LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Tsévié, 14 oct. (ATOP) – Vingt leaders religieux de la préfecture de Zio prennent part, les 12 et 13 octobre à Tsévié, à un atelier de renforcement des capacités sur les droits des femmes, les violences basées sur le genre et les normes sociales favorables à la santé sexuelle.

L'atelier est organisé par l'ONG la Colombe, avec l'appui financier d'ONU Femmes, à travers le Fonds Muskoka. Il s'inscrit dans le cadre du projet « Améliorer les droits et la santé sexuels et reproductifs ainsi que la santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents, et la nutrition en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Cette formation vise à contribuer à la promotion des droits des femmes et à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive, de la santé maternelle, néonatale et infantile, de la santé des adolescents ainsi que de la nutrition. Il s'agit notamment d'expliquer les principaux droits des femmes et des filles, d'identifier les différentes formes de violences basées sur le genre et leurs conséquences, et d'amener les participants à relayer des messages de sensibilisation adaptés à leurs communautés.

Les leaders religieux ont été notamment entretenus sur les droits des femmes et des filles ; les violences basées sur le genre, leurs conséquences et les mécanismes de référence ; la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes ; ainsi que la santé maternelle, néonatale et infantile. La formation a alterné exposés thématiques, discussions de groupe, études de cas, jeux de rôle et partages d'expériences. Les participants ont aussi été invités à formuler des engagements individuels et communautaires pour favoriser l'application des connaissances acquises.

Le représentant du préfet de Zio, M. Gueboamame Augustin, a souligné que la protection des femmes, la sauvegarde des enfants et l'amélioration de la santé des familles constituent des enjeux fondamentaux pour le développement du Togo. Il a rappelé qu'un progrès véritable repose sur une société qui protège les personnes vulnérables,



Leaders religieux et officiels

garantit la dignité humaine et offre à chaque femme, à chaque enfant et à chaque jeune les conditions nécessaires à son épanouissement.

La coordinatrice de l'ONG La Colombe, Mme Akakpo Adjoa, et le troisième adjoint au maire de la commune de Zio 1, Dogbla Kokouvi, ont souligné l'influence des leaders religieux au sein de leurs communautés. Ils ont estimé que leur participation est essentielle pour faire évoluer les normes sociales, promouvoir les droits des femmes et réduire les violences faites aux femmes et aux filles. Ils ont également appelé les leaders religieux à relayer des messages de sensibilisation susceptibles de favoriser des changements de comportement et de contribuer à la construction d'une société plus égalitaire.

ATOP/BBG/MD

WAWA/FILIERE CACAO :

L'ASSOCIATION DES LAUREATS PORTEE SUR LES FONTS BAPTISMAUX

Badou 14 oct. (ATOP) -

L'Association des lauréats de cacao d'excellence du Togo (ALCET) a été portée sur les fonts baptismaux, le mardi 13 octobre à Tomégbé dans la commune Wawa 1, à l'issue d'une assemblée générale constitutive.

Les travaux ont permis d'examiner, d'amender et d'adopter les statuts et le règlement intérieur de la nouvelle organisation et de mettre en place un bureau exécutif présidé par M. Toulassi Kokou Messan, pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois.



Des membres du bureau installé

L'ALCET naît avec une ambition de fédérer les producteurs qui ont reçu des distinctions lors des concours de cacao d'excellence ainsi que ceux aspirant à ces standards de qualité supérieure. Elle entend faire de la rigueur et de la valorisation de la fève togolaise, un levier central du développement socio-économique des cacaoculteurs, principalement dans la région des Plateaux.

Pour concrétiser cette vision, l'organisation s'assigne plusieurs missions stratégiques. Il s'agit notamment du renforcement des compétences à travers la formation des professionnels agricoles aux techniques de traitement post-récolte afin de garantir des fèves marchandes répondant aux normes de qualité internationales. Elle se propose également de mener des actions de lobbying et de sensibilisation afin de défendre les intérêts des planteurs et améliorer leurs conditions de vie et de nouer des alliances stratégiques à l'échelle nationale et internationale pour accroître la visibilité et la compétitivité de l'or brun togolais sur les marchés mondiaux.

Le président élu a exhorté l'ensemble des agriculteurs à une mobilisation collective pour soutenir les actions du bureau et faire de l'excellence, un vecteur de prospérité partagée et de développement durable.

Cette rencontre statutaire s'est déroulée en présence du président d'honneur Batanama Constant, représentant les collectivités locales, des autorités traditionnelles et du directeur préfectoral de l'Agriculture, Tokétchala Kofi.

ATOP/PM/KKT/BA

DANKPEN :**LE CEG DE NAMAB ET LE JARDIN D'ENFANTS DE KINAKPATEOU INAUGURES**

Guérin-Kouka, 14 oct. (ATOP) - Le Collège d'enseignement général (CEG) de Namab et le jardin d'enfants de Kinakpateou ont été inaugurés le mardi 13 octobre, dans la commune Dankpen 1.



Le Jardin d'enfant de Kinakpateou inauguré



Fontaine à Namab

Ces infrastructures ont été réalisées par l'ONG Action Développement Femmes et Enfants (ADEFE), avec l'appui financier de l'ONG internationale Aktion PiT Togohilfe e.V. et de la fondation Werner Korsch Stiftung. Le préfet de Dankpen, le colonel Akpamoura Koffi, a procédé à la coupure des rubans symboliques.

Le CEG de Namab comprend quatre salles de classe, un bureau entièrement équipé en mobilier, un forage doté d'une pompe à motricité humaine et deux blocs de latrines. Le jardin d'enfants de Kinakpateou dispose de deux salles de classe, d'un bureau, d'un dortoir et d'un magasin, tous équipés de mobilier adapté, ainsi que de matériel destiné aux aires de jeux. Ces réalisations témoignent de la coopération entre le Togo et la République fédérale d'Allemagne. Elles visent à améliorer les conditions d'apprentissage des enfants et à favoriser l'accès à une éducation de qualité, conformément aux Objectifs de développement durable (ODD). L'accès à l'eau potable et des latrines dans les établissements contribue également à améliorer l'hygiène et à préserver la santé et la dignité des apprenants, notamment des jeunes filles.



Les latrines réalisées à au CEG Namab



Vue partielle du bâtiment scolaire de Namab

Le préfet de Dankpen, Colonel Akpamoura Koffi, a procédé à la coupure des rubans symboliques. Il a exprimé la reconnaissance des populations à l'endroit de l'ONG ADEFE et de ses partenaires pour leur engagement aux côtés des communautés vulnérables. Il a également exhorté les enseignants et les élèves à bien entretenir ces infrastructures afin qu'elles profitent durablement aux générations futures.

Le directeur exécutif de l'ADEFE, Beguem André Nakodja, a encouragé les élèves à faire preuve de sérieux dans leurs études et à donner le meilleur d'eux-mêmes pour réussir leurs examens. Il a exprimé le souhait que ces établissements contribuent à former

les futurs cadres du pays, capables de répondre aux attentes de la société et de valoriser les efforts consentis en leur faveur.

Le vice-président du directeur exécutif de l'ONG Aktion PiT Togohilfe, Andy Kopp, a invité les apprenants à étudier avec plaisir, à nourrir de grandes ambitions et à croire en eux-mêmes. Selon lui, « l'éducation peut changer votre vie et renforcer l'avenir de vos communautés », a-t-il souligné. ATOP/BN/MD/KYA



NOUVELLES DE L'ETRANGER

LE BILAN DE LA FIEVRE DE LASSA AU NIGERIA PORTE A 268 MORTS

Abuja, (Xinhua) - Le bilan de la fièvre de Lassa au Nigeria a été porté à 268 morts, avec 1.138 cas confirmés jusqu'à présent, ont rapporté le lundi 12 octobre les autorités sanitaires publiques.

Le taux de létalité le plus récent s'élève à 23,6% sur la période du 21 septembre au 4 octobre, un taux plus élevé que celui de 18,6 % enregistré sur la même période en 2025, a rapporté le Centre nigérian pour le contrôle et la prévention des maladies (NCDC) dans son dernier bulletin d'information sur la situation.

Quelque 119 circonscriptions locales dans 24 des 36 Etats du pays ont signalé au moins un cas confirmé depuis le début de l'année, observe le NCDC, ajoutant que les personnes âgées de 21 à 30 ans restent la classe d'âge la plus touchée au cours de la période concernée.

Les Etats les plus touchés restent ceux d'Edo et d'Ondo dans le sud du Nigeria, ainsi que ceux de Bauchi, de Benue et de Taraba plus au nord. Collectivement, ces Etats représentent 88 % des cas confirmés dans tout le pays, selon le NCDC.

La faiblesse des systèmes sanitaires, le manque de sensibilisation dans les communautés durement touchées et les retards dans la demande de traitement continuent d'aggraver l'épidémie, note-t-il.

La fièvre de Lassa est une fièvre hémorragique virale aigüe transmise principalement par des aliments ou des objets domestiques contaminés par de l'urine ou des excréments de rongeurs. La transmission entre êtres humains est également possible par contact direct des fluides corporels avec une personne infectée. Xinhua

EBOLA EN RDC :

LE BILAN S'ALOURDIT AVEC PLUS DE 9 000 CAS ET 4 300 DECES

Kinshasa, (Africanews) - Le nombre de cas confirmés dans le cadre de l'épidémie d'Ebola au Congo a dépassé les 9 000, avec plus de 4 300 décès, alors que les autorités sanitaires peinent à endiguer une épidémie qui s'étend à sept provinces, selon les chiffres officiels publiés le mardi 13 octobre.

Le Dr Catherine Swallowood, responsable de gestion des incidents à l'OMS en République démocratique du Congo, a déclaré : « Ce qui se passe actuellement, c'est que dans diverses provinces, nous assistons à d'importants foyers épidémiques parfois très

explosifs qui continuent de faire de cette épidémie un défi colossal. Pourquoi ? Parce que ces foyers surviennent souvent dans des zones sanitaires soit isolées, soit difficiles d'accès ».

Le ministère de la Santé a fait état de 9 066 cas confirmés et de 4 381 décès, le nombre de morts représentant près de la moitié du nombre de cas confirmés.

La hausse du nombre de décès a alarmé les professionnels de santé et les autorités, une grande partie des décès enregistrés survenant en dehors des centres de traitement. Le dernier rapport fait état de 88 nouveaux cas et souligne que « la transmission communautaire reste préoccupante ».

L'épidémie a donné naissance à de nouveaux foyers à mesure qu'elle se propage à davantage de communautés, 65 zones sanitaires réparties dans sept provinces étant désormais touchées.

Selon les responsables, les cas confirmés ne représentent qu'un tiers de l'ensemble des cas, beaucoup d'entre eux passant inaperçus. L'épidémie est due au virus rare de Bundibugyo, pour lequel il n'existe ni vaccin ni traitement approuvé. Africanews



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



SPORTS

APRES LES JOJ, DAKAR ACCUEILLERA LES JEUX DE LA FRANCOPHONIE EN 2031

Dakar, (RFI) - En décrochant l'organisation des Jeux de la Francophonie 2031, le Sénégal ajoute un nouveau rendez-vous majeur à son calendrier sportif et culturel, dans le sillage des Jeux olympiques de la jeunesse qui démarrent le 31 octobre prochain. Huit ans après Kinshasa, les Jeux de la Francophonie reviendront en Afrique et seront organisés par Dakar. L'info a été révélée le mardi 13 octobre par le ministère des Sports du Sénégal via un communiqué de presse.

« Le Sénégal accueillera la Xle édition des Jeux de la Francophonie en 2031. Cette désignation officielle marque une étape importante pour le rayonnement international du pays et témoigne de son ambition de faire du sport et de la culture des leviers d'épanouissement de la jeunesse, de rapprochement des peuples et de développement », écrit le communiqué.

Lors de sa 134e session, le Conseil permanent de la Francophonie a ainsi désigné le Sénégal comme pays hôte de la Xle édition des Jeux de la Francophonie, pour laquelle la Guinée avait également présenté sa candidature.

Surfer sur les JOJ

Organisés tous les quatre ans, les Jeux de la Francophonie réunissent des jeunes artistes et sportifs âgés de 18 à 35 ans issus des États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Créés en 1989, ils associent des compétitions sportives et des concours culturels. La première édition a eu lieu au Maroc.

L'année prochaine, c'est Erevan (Arménie) qui sera la ville organisatrice de ces Jeux, du 23 juillet au 1er août 2027. Le Sénégal, qui organise les Jeux olympiques de la jeunesse du 31 octobre au 13 novembre prochains, compte surfer sur cet événement pour valoriser et préparer également les Jeux de la Francophonie qu'il accueille plus de quatre

ans plus tard. « Pour le Sénégal, l'organisation de cette 11e édition représente une opportunité de mettre en lumière le potentiel de sa jeunesse, de valoriser ses talents sportifs et culturels et de consolider son positionnement comme terre d'accueil des grandes manifestations internationales », confirme le ministère des Sports. RF

TOTALENERGIES CAF CAN DE FUTSAL :

L'ANGOLA DOMINE LE MOZAMBIQUE ET REUSSIT SON ENTREE

Rabat, (CAF) - Finaliste en 2024, l'Angola a lancé sa campagne à la TotalEnergies CAF CAN de Futsal Maroc 2026 par une victoire convaincante contre le Mozambique (5-1), le mardi 13 octobre à Rabat. Les Palancas Negras occupent la deuxième place du groupe B, derrière l'Égypte.

L'Angola a tenu son rang. Opposés au Mozambique mardi au Complexe sportif Prince Moulay-Abdellah de Rabat, les Palancas Negras se sont imposés 5-1 pour leur premier match dans cette édition 2026 de la TotalEnergies CAF CAN Coupe d'Afrique des Nations de Futsal.

Les finalistes de la précédente édition ont fait la différence dès la première période. Aderito Santos a ouvert le score à la 7e minute, avant qu'Anderson Fortes et Hornes Espirito ne creusent l'écart avant la pause. L'Angola menait alors de trois buts et avait pris le contrôle de la rencontre.

Au retour des vestiaires, Vasco Mateus a réduit l'écart pour le Mozambique. Mais les Angolais ont rapidement repris leurs distances, avec deux buts inscrits en l'espace d'une minute par Aderito Santos, auteur d'un doublé, et Joao Cambangula. Un avantage que les Palancas Negras ont conservé jusqu'au coup de sifflet final.

L'Égypte en tête du Groupe B

Avec ces trois premiers points, l'Angola s'installe à la deuxième place du groupe B, derrière l'Égypte, qui a frappé encore plus fort en dominant la Tanzanie (8-0) lors de son entrée en lice. Les Pharaons devancent les Angolais à la différence de buts.

Le Mozambique devra rapidement réagir. Il retrouvera l'Égypte jeudi 15 octobre, tandis que la Tanzanie tentera de se relancer face à l'Angola le même jour.

La phase de groupes se poursuivra samedi 17 octobre avec deux dernières affiches : l'Angola affrontera l'Égypte dans un choc attendu, tandis que le Mozambique sera opposé à la Tanzanie. CAF

